

Communiqué de Presse 3 décembre 2024

“Universités en danger” : l’enseignement supérieur et la recherche ne doivent pas être bradés

Ce mardi 3 décembre les universités se mobilisent autour du mot d’ordre “Universités en danger” pour alerter sur leurs difficultés budgétaires et les conséquences sur le fonctionnement des établissements. Les président·es d’universités alertent sur cette situation et l’absence de réponses concrètes de la part de l’Etat.

Le projet de loi de finance pour l’année 2025, dans sa forme actuelle, prévoit de très nombreuses coupes budgétaires. Déjà mis à mal par de précédentes restrictions, l’enseignement supérieur et la recherche n’échappent pas à cette austérité. De nombreuses universités risquent d’être déficitaires du fait des réductions budgétaires annoncées par le futur ex gouvernement de Michel Barnier. C’est le cas par exemple de l’université Jean Monnet de Saint-Etienne qui a annoncé un déficit prévisionnel de 5,6 millions d’euros.

Si la situation devait en rester là, ce sont de nombreuses activités qui seraient compromises. Les conséquences sur les étudiant·es, les chercheurs·euses, et le personnel des universités seraient considérables, remettant en cause non seulement l’accès à l’éducation supérieure, mais également les ambitions de recherche et d’innovation dont notre pays a besoin pour relever les défis actuels.

La Région, qui avait déclaré “être en capacité de faire face¹” aux effets des coupes budgétaires du fait de sa gestion des finances, pourrait leur venir en aide afin de soutenir l’enseignement supérieur et la recherche.

Lors de l’examen du budget régional à l’occasion de la prochaine assemblée plénière les 19 et 20 décembre prochains, nous porterons une proposition commune visant à soutenir financièrement les universités d’Auvergne-Rhône-Alpes. Nous refusons que l’avenir de notre jeunesse soit sacrifié au nom de restrictions budgétaires.

Signataires :

Groupe “Les Écologistes” au conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
Groupe “Socialiste, écologiste et démocrate” au conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
Groupe “Insoumis et communistes” au conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
Groupe “PRG - Le Centre gauche” au conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes

¹ Propos de Nicolas Daragon, vice-président délégué aux finances et ministre délégué chargé de la sécurité du quotidien du gouvernement Barnier, lors du débat d’orientation budgétaire de l’assemblée plénière des 10 et 11 octobre 2024.